

Pour cacher le chômage, le gouvernement sort un choc de simplification et des emplois publics



Les chiffres du chômage ne sont pas bons. Pour cacher cette misère, le gouvernement ressort un choc de simplification. Mais ce qu'il lui faut aujourd'hui, c'est avant tout rétablir la confiance car personne n'est dupe.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Les chiffres du chômage ne sont pas bons. La hausse est spectaculaire en avril. Le nombre de demandeurs d'emploi continue de s'accroître. Notamment chez les jeunes et les seniors. Le gouvernement qui n'a pas cessé de nous expliquer depuis trois mois que la reprise et la croissance allaient permettre de renverser la situation s'est encore planté. La légère reprise de croissance au premier trimestre, imputable à la conjonction de facteurs très favorables, tels la baisse du prix du pétrole, la baisse de l'euro, la baisse des taux d'intérêt, et le soutien massif de la BCE (ou peut-être l'alignement des planètes) n'a provoqué aucun mouvement sur l'emploi.

Cette reprise de croissance s'est diffusée par défaut, elle a bénéficié à la consommation (très peu), puis à l'investissement mais en reconstitution de stocks (encore très peu) et elle n'a aucunement incité les chefs d'entreprise à développer des projets nouveaux, créateurs de richesses et d'emplois.

Techniquement, les conditions économiques ne peuvent pas être plus favorables qu'aujourd'hui. D'ailleurs, le monde entier en profite. La France reste à l'écart de ce mouvement.

Ces chiffres administrent à nouveau la preuve que l'équipe Hollande-Valls-Macron n'a toujours pas trouvé le logiciel pour faire repartir le pays. Au départ, ils pensaient que la machine économique avait besoin de demande. Ils ont tout fait pour soutenir cette demande, avec pour résultat un déficit budgétaire record (près de 5% en fonctionnement). Parallèlement, ils ont bénéficié de la baisse du pétrole (-70%), des taux d'intérêt et ils ont fait pression sur la BCE pour qu'elle dégage un formidable plan de soutien. Eh bien cette équation très keynésienne n'a rien provoqué. Nous sommes donc guettés et menacés par une croissance sans emploi.

Pour créer de la richesse et des emplois aujourd'hui, il faut réunir trois conditions.

1) **D'abord, il faut restaurer la compétitivité des entreprises parce qu'on vit dans un univers très concurrentiel.** Pour cela, il faut fournir beaucoup d'efforts de productivité et d'innovation. On ne vend des produits que s'ils sont moins chers que les autres ou alors de meilleure qualité. Le textile est chinois parce qu'il est moins cher. Les iPhone sont très sophistiqués, donc chers et créateurs d'emplois. Mais créateurs d'emplois américains parce que la nouvelle technologie se développe mieux aux USA qu'en Europe.

2) **Améliorer le marché du travail, faciliter les embauches et la mobilité, rendre le travail marchand aussi compétitif que le non marchand.**

3) **Créer un environnement porteur de l'esprit d'entreprise.** Un écosystème qui encourage l'aventure entrepreneuriale et qui ne la pénalise pas. Fiscalement. Socialement. C'est à ce prix qu'on ramènera la confiance

Mais pour réunir ces trois conditions, il faut accepter les réformes de structures sur le social, sur le fiscal, sur le rôle de l'Etat et de l'administration.

Eh bien, le scandale politique de ces dernières 24 heures, c'est de voir un gouvernement développer comme seule réponse un choc de simplification dont on a déjà parlé l'année dernière. Mais aussi une assurance qu'il ne touchera pas au contrat de travail et l'annonce de 100 000 emplois publics ou aidés en plus .

Si Manuel Valls pense que c'est en simplifiant l'obtention du permis de conduire, en utilisant le digital, en demandant à l'administration d'être plus efficace et plus rapide...en acceptant de créer des emplois publics, qu'il règlera le problème du chômage, beaucoup vont penser qu'on se moque du monde.

Du bla-bla politicien qui va occuper les commentateurs pendant que les chiffres du chômage tomberont.

La situation française est incroyable. On a des taux d'intérêt qui ne peuvent pas être plus bas et les investisseurs n'investissent pas. Pourquoi ? Parce qu'ils n'ont pas confiance dans le gouvernement.

L'euro, le pétrole, n'ont jamais autant favorisé la compétitivité, pourtant les entreprises ne foncent pas. Pourquoi ? Parce que les chefs d'entreprise n'ont pas confiance dans le gouvernement.

Tant que le gouvernement n'aura pas rétabli cette confiance, les chefs d'entreprise ne bougeront pas. Les jeunes diplômés continueront de partir à l'étranger et le chômage continuera de croître avec ceux qui n'ont pas les moyens de s'expatrier.